

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

**04 Juin 1999 - INTERNATIONAL
Quelle sécurité pour l'Europe?**

La question d'une défense européenne est l'un des thèmes du sommet de Cologne qui devrait désigner, si l'on en croit les augures, l'actuel secrétaire général de l'OTAN, l'Espagnol Javier Solana, comme "M. PESC". Mais qu'est-ce que la PESC? Littéralement, c'est la Politique européenne de défense et de sécurité commune, dont les pays membre de l'Union européenne ont décidé de se doter lors du traité de Maastricht, en 1993.

La question d'une organisation de défense susceptible de garantir la paix en Europe se pose depuis la Seconde Guerre mondiale. En 1948 la France, le Royaume-Uni et le Benelux signent le traité de Bruxelles. Vient ensuite, en 1952 - trois ans après la création de l'OTAN - la tentative de créer une Communauté européenne de défense (CED) avec une "armée européenne" intégrant une unité allemande. Communistes et gaullistes s'y opposèrent au nom de l'indépendance nationale et l'Assemblée française enterra le traité en refusant de le ratifier. Deux ans plus tard, en pleine guerre froide, naissait l'UEO (Union de l'Europe occidentale) conçue comme le relais européen de l'OTAN, sans moyens militaires autonomes.

En 1984 est créée la brigade franco-allemande qui débouchera en 1992 sur la première unité militaire européenne: l'Euro-corps. Aujourd'hui, l'Euro-corps comprend des troupes de cinq pays: Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg. Elle peut mobiliser 50 000 hommes et apporter sa contribution à des opérations décidées par l'OTAN, l'UEO ou l'ONU. Elle a effectué pour la première fois cette semaine des manoeuvres sous commandement de l'OTAN, visiblement dans le cadre d'une préparation à une intervention terrestre en ex-Yougoslavie.

Quant à la PESC, elle est, pour l'instant, du domaine des intentions. Le traité d'Amsterdam lui donne comme objectif "à terme" une "défense commune". C'est le Conseil européen qui en définit les orientations. Celui de Vienne, en décembre, avait retenu quatre "stratégies prioritaires": Russie, Ukraine, région méditerranéenne et Balkans. Mais depuis deux mois, avec la guerre lancée par l'OTAN contre la Yougoslavie, le problème du rôle de l'Europe et des moyens dont elle pourrait disposer pour régler elle-même ce genre de crise est devenu aigu. Les questions se posent en rafale : si une véritable PESC existait, aurait-on eu recours aux frappes de l'OTAN ?

Une diplomatie commune - qui est l'un des éléments de la PESC - aurait-elle pu éviter cette guerre? La sécurité en Europe suppose-t-elle une "armée européenne"? Peut-on imaginer, comme le suggérait Robert Hue le 2 mai, "une coordination des politiques de défense européennes (...) impliquant les forces de l'Union, les pays de l'Union et un certain nombre de pays comme la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine". Comment la PESC situerait-elle l'Europe vis-à-vis de l'OTAN?

Le nom de Javier Solana, évoqué pour être le premier "Monsieur PESC" - chargé de "représenter l'Europe au plan international" - n'a rien de rassurant. Car, à en croire sondages et enquêtes, si une majorité d'Européens se prononcent pour une politique de défense commune, voire pour une armée européenne, c'est précisément pour que l'Europe se dote des moyens d'une politique indépendante à l'égard des Etats-Unis et cesse d'être dépendante de l'Alliance atlantique.

Cela pose, outre la question de l'indépendance de chaque nation, celle des moyens à mettre en oeuvre. Le sommet de Cologne pourrait décider de l'intégration de l'UEO à l'Union. La semaine dernière à Toulouse, Paris et Bonn se sont prononcés pour un "corps de réaction rapide européen" ayant pour socle l'Euro-corps. Encore faut-il que les Quinze se mettent d'accord pour le doter de moyens militaires et d'un commandement. Sans parler, évidemment, du choix des armes. Vaste sujet qui touche à la restructuration en cours des industries européennes de l'armement et aux combats farouches que se livrent les marchands de canon de part et d'autre de l'Atlantique.